

Aide et complicité : le détournement des budgets européens de développement pour la migration et la sécurité

Les donateurs justifient de plus en plus leurs politiques de développement à travers le prisme de leurs propres intérêts nationaux, qu'ils soient politiques, économiques, diplomatiques ou sécuritaires. Suite à la crise politique européenne sur la gestion de la migration en 2015, la de réponse de l'Union européenne (UE) s'est appuyé sur une présentation de la migration comme un défi sécuritaire aux implications intérieures. C'est dans un contexte de durcissement de l'opinion publique vis-à-vis de la migration avant plusieurs élections nationales clés¹ que l'UE a créé son Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFU), conduisant de nombreux acteurs du développement à se demander si l'aide n'était pas de plus en plus liée aux objectifs migratoires de l'UE². Fondé sur l'hypothèse selon laquelle, en s'attaquant à ses « causes profondes³ », la migration nette vers l'Europe baisserait, cet objectif politique a capté une part de plus en plus importante de l'APD de l'UE⁴ et a vu se multiplier les outils, instruments et allocation budgétaire, assortis d'une proposition d'objectif de 10% de dépenses pour la migration dans le projet de budget de développement de l'UE pour 2021-2027.

La France a également modifié son discours sur la migration et la sécurité. En 2017, l'approche intégrée des « 3D » - Défense, Diplomatie et Développement – est née de l'intérêt grandissant pour le « nexus sécurité-développement ». Celui-ci est principalement interprété comme le financement de projets en lien avec la sécurité à travers les budgets d'APD et se fonde sur l'idée que la sécurité est un élément clé pour le développement⁵. En 2018, le communiqué du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), qui fixe les priorités de développement de la France, présentait l'APD comme un « facteur déterminant pour favoriser l'emploi et l'insertion professionnelle, ce qui contribue à réduire les incitations aux départs par les réseaux de passeurs et, ce faisant, l'immigration irrégulière »⁶. Il catalogue aussi l'APD comme un moyen possible de soutenir les pays partenaires dans le contrôle et la sécurisation de leurs frontières. En octobre 2019, au cours d'un débat en plénière du Parlement sur la migration, le Premier ministre français a mis en avant l'idée d'une APD conditionnée à une coopération renforcée des pays tiers en matière de gestion de la migration.



Action Santé Mondiale (ASM) [Global Health Advocates France] est une ONG de plaidoyer en santé. Engagée dans la lutte contre les maladies issues de la

pauvreté et des inégalités, ASM milite pour un changement politique au plus haut niveau et mobilise des ressources pour alerter sur les menaces qui pèsent sur la santé à l'échelle de la planète, ainsi que pour établir des systèmes de santé durables et renforcer l'équité en santé. Les bureaux de ASM sont situés à Paris et Bruxelles.

Cette note fait partie d'une série de dossiers produits pour analyser les tendances politiques du financement du développement et éclairer les processus de prise de décision aux niveaux français, européen et mondial. ASM a analysé les nouveaux instruments conçus par les donateurs bilatéraux, régionaux et multilatéraux, à savoir soit Alliance Sahel, le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFU), le Plan d'investissement extérieur de l'UE (PIE), le Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (GFF) et le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémies (PEF), et a étudié leur conformité aux principes internationalement reconnus de l'efficacité de l'aide. Nous avons élaboré un cadre d'analyse que nous avons appliqué à la gouvernance, aux processus de mise à l'agenda, à l'engagement des parties prenantes, aux types de mécanismes de financement, aux canaux de mise en œuvre, à la transparence et à la redevabilité. Notre analyse a porté sur les dynamiques de prise de décision et de partage du pouvoir aux niveaux national et international afin de comprendre le modèle et la mise en œuvre de ces instruments.

Cette note s'appuie sur une recherche conduite en 2017 par ASM sur le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'UE au Sénégal et au Niger. Nous avons combiné plusieurs outils : revue de la littérature, analyse des données officielles, entretiens avec différentes parties prenantes à Bruxelles, Paris et Washington, et missions d'enquête au Burkina Faso (novembre 2018), en Sierra Leone (janvier 2019) et en Ouganda (mars 2019). Nous avons également rencontré des représentants de gouvernements, de donateurs, d'agences de développement, de parlementaires, d'agences des Nations Unies, ainsi que de la société civile au niveau local et international. Nous souhaitons remercier ici tous les acteurs qui ont accepté de nous rencontrer à Bruxelles, Paris, Genève, Washington, Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Kampala et Freetown, et qui nous ont fourni des témoignages de première main sur la conception, la mise en œuvre et les mécanismes de contrôle de ces instruments. La liste des personnes interviewées figure à l'Annexe 1, disponible en ligne : www.ghadvocates.eu.

« Réviser nos logiciels, c'est d'abord affirmer que notre aide publique au développement (APD) doit être, entre autres objectifs, un levier de notre politique migratoire. (...) Et il est logique que les ressources que nous consacrons à cette aide, servent notre politique migratoire : non seulement en traitant dans la durée, par un appui à des projets économiques ou sociaux, les causes profondes des migrations, mais aussi, plus directement, en soutenant les projets visant à développer les capacités de certains États à maîtriser leurs frontières, à combattre les réseaux de passeurs, ou encore à moderniser leur état-civil. Et disons les choses clairement : il est logique également que nous attendions des États que nous soutenons grâce à l'APD, un haut degré de coopération dans la maîtrise de l'immigration clandestine.⁷ »

Édouard Philippe

Premier ministre français, 2019.

Migration et sécurité devenues prioritaires dans l'élaboration des politiques de l'UE et de ses États membres

Au pic de la gestion de la crise de la migration, l'UE et ses pays membres ont lancé le FFU pour mutualiser les ressources et ainsi « s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, des déplacements forcés et de la migration irrégulière en impulsant des opportunités économiques et d'emploi, et en luttant contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains⁸ ». Bien qu'il soit conçu comme un instrument d'urgence – ou de court-terme, le FFU a reçu 85%⁹ de ses ressources du Fonds européen de développement (FED)¹⁰, de l'Instrument de coopération au développement (ICD) et de l'Instrument européen de voisinage (IEV) qui sont des instruments de moyen et long termes censés répondre aux défis structurels du développement¹¹.

En juillet 2017, la France et l'Allemagne ont lancé l'Alliance Sahel. Le narratif mis en avant pour justifier sa création met l'accent sur la nécessité d'une stratégie intégrée pour promouvoir la sécurité à court terme et le développement à moyen et long terme. L'Alliance est un partenariat entre les institutions européennes, plusieurs donateurs

et les organisations multilatérales¹², et les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). La sécurité était secondaire dans les premières ébauches de l'Alliance Sahel. Pourtant, son Secrétariat a confirmé que la Commission européenne a fait pression pour qu'elle devienne l'un des six secteurs prioritaires de l'Alliance¹³.

Migration et sécurité dans le prochain budget de l'UE (2021-2027)

Les négociations en cours sur le cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE pour 2021-2027 mettent davantage l'accent sur la migration. Outre la nouvelle rubrique « Migration et gestion des frontières » qui prévoit 30,8 milliards d'euros pour la gestion des frontières, les négociations actuelles ont débouché sur des propositions qui fixent un objectif de 10% de dépenses¹⁴ pour la migration dans le cadre du projet d'instrument de développement (NDICI) de la rubrique « Voisinage et le monde ». Un tel objectif n'existait pas dans le précédent budget pluriannuel de développement de l'UE. De même, la proposition de budget de l'UE met en lumière une nouvelle priorité sur des « solutions » sécuritaires, en multipliant les budgets de sécurité, de gestion des frontières et de défense de respectivement 1, 8, 2, 6 et 22¹⁵. Le nouveau Fonds européen de la défense allouerait 13 milliards d'euros à la recherche et au développement (R&D) industriels pour des armes nouvelles et améliorées, soit plus que pour la proposition de budget total de l'aide humanitaire (11 milliards d'euros)¹⁶. Or, malgré ces glissements importants en faveur de la migration et de la sécurité, le budget global de l'UE ne devrait augmenter que de 1,5% aux prix actuels de 2018.

L'intégration des intérêts de l'UE en matière de migration et de sécurité dans sa politique de développement est également visible dans le dialogue politique en cours entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'UE (les fameuses négociations post-Cotonou : cadre de la coopération de l'UE avec les pays ACP post - 2020). Le mandat de négociations 2018 de l'UE contient 38 références à la migration¹⁷. En comparaison, le mandat de négociations des pays ACP¹⁸ ne comprend que huit références et se concentre davantage sur la migration légale et le droit de circulation des personnes.

Nouvelle géographie de l'aide européenne : de l'élimination de la pauvreté à la gestion des migrations

En 2016, 16 pays¹⁹ ont été identifiés comme prioritaires par le Cadre du partenariat sur les migrations de l'UE²⁰ ; après quoi, le Nigéria, le Niger, le Mali, l'Éthiopie, le Sénégal, la Tunisie et la Libye ont fait l'objet des premières mesures des Pactes pour les migrations²¹. En parallèle, l'UE a continué d'engager des discussions de haut niveau avec les autres pays prioritaires. Ces pays ont été identifiés parce qu'ils sont « les pays d'origine » ou « de transit » des migrants²² qui arrivent en Europe. La Commission européenne continue de défendre que « la politique européenne de développement cherche à encourager le développement durable des pays en développement, dans l'objectif premier d'éliminer la pauvreté²³ », affirmant en outre que « l'élimination de la pauvreté reste l'objectif premier de la politique de développement dans le cadre du Nouveau Consensus²⁴ ».

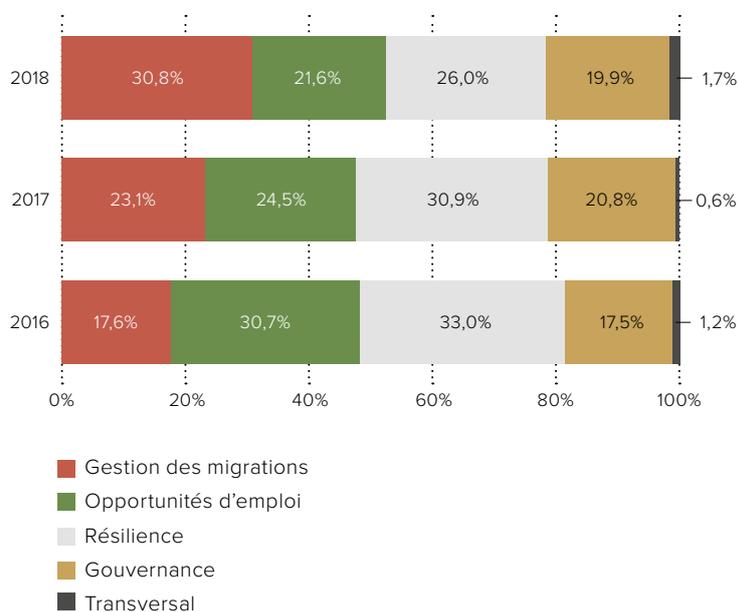
Pour autant, les fonds alloués par le FFU sont de plus en plus alignés sur la migration plutôt que sur la pauvreté en matière de répartition géographique. Depuis la création du FFU, la proportion de fonds alloués à la gestion de la migration a fortement augmenté. Malgré une baisse du nombre de passages illégaux de frontières en Europe²⁵ (cf. graphique 2), le guichet de gestion des flux migratoires a reçu en 2018 la majeure partie des fonds FFU, passant de 17,6% en 2016 à 30,8% en 2018²⁶ (cf. graphique 1).

À ce jour, 16,4%²⁷ de tous les fonds FFU sont alloués au guichet Afrique du Nord²⁸, soit aux pays de transit, avec des projets exclusivement axés sur la gestion de la migration²⁹. Non seulement la gestion de la migration a augmenté en proportion de tous les projets approuvés par le FFU, mais les fonds ont également accordé une priorité croissante aux pays d'Afrique du Nord, passant de 23% des financements totaux consacrés à la gestion de la migration en 2016 à 52% en 2018. Les cinq pays du guichet Afrique du Nord enregistrent les RNB par habitant les plus élevés de tous les pays bénéficiaires du FFU³⁰. La Libye est à ce jour le pays qui a reçu le plus grand volume de financement dans le cadre du FFU³¹ et c'est aussi le pays ayant le RNB par habitant le plus élevé parmi les 26 pays bénéficiaires du FFU.

L'UE affirme soutenir « les groupes de population vulnérables et marginalisés en première ligne³² » du FFU. En 2017, un rapport sur le FFU relevait que seulement 3% du guichet consacré à la gestion de la migration avait été utilisé pour établir des routes migratoires légales et sûres, tandis que la majorité (55%) avait été allouée à des projets qui visaient à « restreindre et à décourager la migration irrégulière par des mesures de confinement et de contrôle des migrations³³ ».

Graphique 1

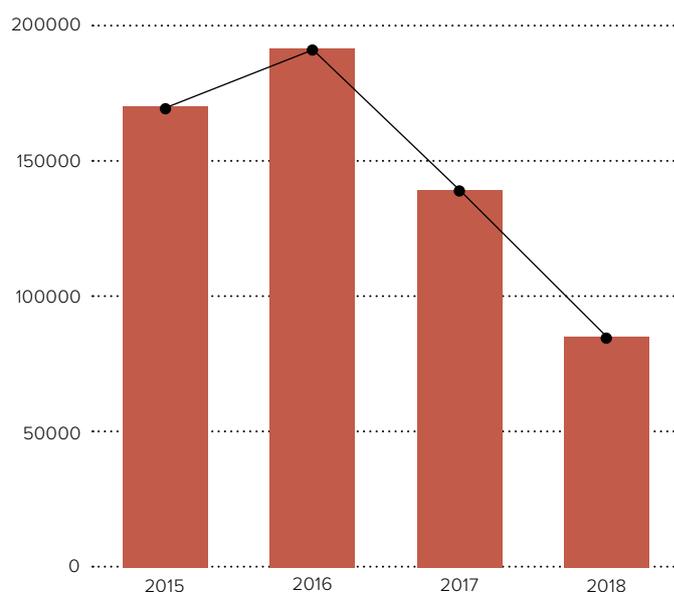
Part des priorités thématiques pour les trois guichets géographiques



Source: Rapports annuels du FFU 2016, 2017 et 2018

Graphisme 2

Traversées illégales des frontières (routes par la Méditerranée et par l'Afrique de l'Ouest)



Source: Frontex, consulté en novembre 2019

Si cet instrument est largement financé par des fonds de développement de long terme, l'évolution des allocations géographiques et thématiques du FFU traduit un détournement systématique et croissant des fonds de l'élimination de la pauvreté vers la gestion de la migration. Cette tendance confirme un changement de la répartition géographique et de la finalité de l'aide au développement.

Sécurisation de l'aide : pour s'attaquer aux causes profondes ou aux conséquences de l'insécurité ?

Les politiques des donateurs et les mécanismes de financement du développement s'orientent de plus en plus sur les aspects liés à la sécurité et aux migrations. Cela entraîne également un changement normatif dans la manière dont la communauté internationale comptabilise ces dépenses au titre de l'APD. En 2016, le Comité d'aide au développement de l'OCDE a établi de nouvelles règles qui élargissent la définition de l'APD à un plus large éventail d'activités en faveur de la paix et de la sécurité. Elles comprennent toute une série de soutiens tels que : la formation spécifique des employés militaires dans les pays partenaires pour contribuer à lutter contre les abus, à prévenir la violence envers les femmes et l'extrémisme violent, à améliorer la réponse humanitaire et à promouvoir la bonne gouvernance, ou une participation aux coûts supplémentaires lorsque les militaires sont utilisés comme agents de prestation de services de développement ou d'aide humanitaire³⁴.

La société civile voit dans cette évolution un risque qu'une part encore plus importante d'APD ne soit détournée de ses objectifs premiers de développement et de réduction de la pauvreté pour servir les intérêts nationaux et sécuritaires des donateurs³⁵. Le lien entre développement et sécurité a également un impact direct sur le travail des ONG qui mettent en œuvre des projets de résilience. Ainsi au Burkina Faso, les employés des ONG ont déploré que le travail qu'ils font dans le cadre du FFU ait été pollué par des objectifs sécuritaires qui inscrivent la résilience dans un cadre beaucoup plus large³⁶. La résilience reste certes une priorité sur le terrain, mais les ONG se plaignent du fait que, vis-à-vis de l'extérieur, les donateurs communiquent différemment sur ce mécanisme, ce qui peut les mettre en danger ainsi que les populations bénéficiaires. Ainsi, l'UE a demandé aux ONG de fournir des photos des projets pour les exposer au Sommet du G5 Sahel à Nouakchott en décembre 2018 dans un but de communication et de visibilité³⁷.

« Lorsque les donateurs lient les efforts de développement des ONG à la lutte contre le terrorisme, à la sécurité et la résolution de conflit, cela menace directement le principe humanitaire de neutralité auquel les ONG adhèrent. Le FFU est un bon mécanisme mais il est pollué par la politique. Nous ne voulons pas que les ONG soient associées à la lutte contre la migration clandestine et le terrorisme. »

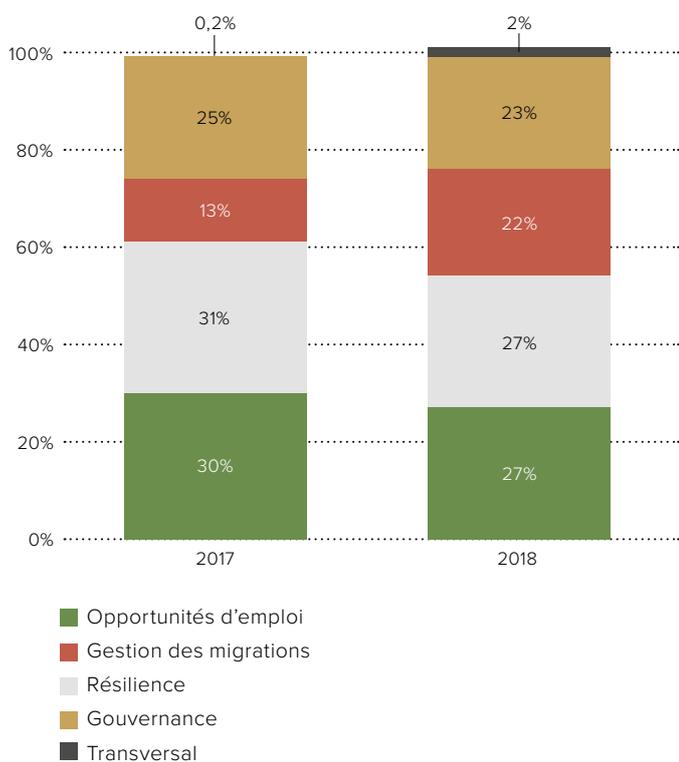
Représentant d'une ONG internationale active au Burkina Faso, 2018³⁸.

Au Burkina Faso, la situation sécuritaire s'est particulièrement détériorée dans la région Sahel au nord. Le gouvernement a lancé un « Programme d'urgence pour le Sahel » pour 2017-2020³⁹ soutenu par l'Alliance Sahel et le FFU. Les secteurs de concentration de l'Alliance Sahel au Burkina Faso identifiés par le ministère de l'Économie et des Finances sont : l'eau et l'assainissement, la sécurité et l'énergie. Toutefois, selon une étude, l'insécurité au Sahel a principalement été alimentée par le manque d'investissements dans les secteurs publics de la région, ainsi que par la perception d'abus et d'exactions perpétrés par les autorités gouvernementales⁴⁰. Des parties prenantes affirment que l'urgence est chronique depuis des décennies en raison de la faiblesse des investissements publics dans les régions rurales et d'une décentralisation dysfonctionnelle, ce qui a généré des taux élevés de chômage et de pauvreté dans les zones rurales⁴¹. En retour, l'insécurité affecte l'offre de services, comme en témoignent les plus de 1000 écoles fermées en février 2019⁴² et les nombreux centres de santé abandonnés par les agents de santé. Les parlementaires et la société civile questionnent la multiplication des fonds⁴³ alloués aux dépenses militaires au Burkina Faso au détriment des investissements dans les services publics⁴⁴.

Dans le cadre du guichet géographique du FFU pour le Sahel et le lac Tchad⁴⁵, la gestion des migrations est devenue une priorité encore plus grande du FFU en 2018, et cela au détriment des opportunités d'emploi, de la résilience et de la gouvernance. En 2017, la gestion des migrations représentait 13% des fonds FFU alloués au guichet géographique pour le Sahel et le lac Tchad. En 2018, elle a augmenté de 22%⁴⁶ (cf. graphique 3).

Graphique 3

Priorités du guichet Sahel et Lac Tchad



Source: Rapports annuels du FFU 2017 et 2018

De même au Niger, nous citons dans notre rapport 2017 sur le FFU⁴⁷ l'avertissement du FMI selon lequel « les allocations budgétaires pour les secteurs de l'éducation et de la santé étaient évincées par la prise en charge des besoins prioritaires de sécurité, ce qui a globalement handicapé l'atteinte des objectifs de développement⁴⁸ ». Les officiels locaux de la région d'Agadez au Niger se plaignaient de l'accent mis par le FFU sur la limitation des flux migratoires⁴⁹. Comme le Niger est un pays de transit, une économie informelle s'est développée autour du transport de migrants. Le démantèlement de cette économie, notamment par des mesures répressives, a créé de l'instabilité et aggravé les risques pour la sécurité, principalement à cause de l'absence d'alternatives pour générer des revenus⁵⁰. En 2019, la pression de l'UE pour stopper le transport de migrants d'Agadez vers la Libye a plongé l'économie locale dans le chaos et jeté de nombreuses personnes en prison⁵¹. L'UE a en effet conditionné l'allocation d'importantes sommes d'argent pour l'un des pays les plus pauvres du monde à la destruction de la route migratoire vers la Libye et l'Algérie, et finalement l'Europe. Une loi promulguée en

2015⁵² condamne toute personne qui vient en aide aux migrants au Niger à cinq à dix ans de prison assortis d'une amende allant jusqu'à 7000 euros⁵³. D'un autre côté, l'UE salue régulièrement le cas du Niger comme un succès⁵⁴. La migration sur la route d'Agadez a certes diminué de 75%, mais la sécurisation de la réponse à la migration a conduit à de nombreux paradoxes sécuritaires⁵⁵. En effet, la loi a surtout ciblé les chauffeurs et les guides, tandis que ceux qui ont des connexions politiques continuent de contrôler les réseaux de passeurs⁵⁶. De plus, de nouveaux acteurs ont vu le jour et de nouvelles routes, plus longues et plus dangereuses, sont maintenant empruntées⁵⁷. La criminalisation des migrants et de ceux qui les aident à traverser le Niger a poussé à la clandestinité et les migrants sont encore plus exposés aux abus⁵⁸.

« La région d'Agadez est un cas manifeste où la mise en œuvre de politiques de limitation de la migration a aggravé l'insécurité dans la région. Les migrants en sont les premières victimes. Leur séjour à Agadez et leurs voyages à travers le désert sont devenus de plus en plus clandestins, chers, et exposés aux violations des droits humains et à la souffrance. L'insécurité s'est aussi étendue à la population d'Agadez car de nombreux jeunes hommes armés ont rejoint le banditisme pour résoudre leurs besoins économiques immédiats⁵⁹. »

Clingendael Institute

Janvier 2018.

Développement axé sur les besoins : créer des opportunités pour une programmation constructive

Nos visites en Ouganda et au Burkina Faso montrent clairement que là où la prévention de la migration n'est pas la priorité de l'UE, la programmation du FFU est plus favorable aux pauvres.

Ni le Burkina Faso ni l'Ouganda n'ont été identifiés par l'UE comme des pays prioritaires de migration. En effet, ces pays comptent peu de migrants en partance pour l'Europe. Ce contexte a donné plus de flexibilité aux délégations de l'UE dans les pays pour allouer des fonds à des programmes plus proches des besoins des pays, et pour combler une partie du déficit de financement humanitaire-développement.

Au Burkina Faso, le FFU a affecté 184,5 millions d'euros d'argent frais⁶⁰, en plus du budget de 623 millions d'euros pour sept ans alloué via le Programme indicatif national (PIN)⁶¹. Alors qu'on craignait que le FFU soit entièrement consacré aux initiatives en lien avec la sécurité et la migration, la faible pertinence géopolitique du Burkina Faso en matière de migration a aidé le personnel de la délégation de l'UE à diriger les fonds du FFU là où ils étaient les plus nécessaires, soit des programmes de développement humain et de résilience. Au Burkina Faso, seulement 8,3 millions d'euros de l'enveloppe total du FFU ont été affectés à un projet d'amélioration de la gestion des migrations conduit par l'OIM (Organisation internationale

pour les migrations). Comme les financements européens de l'aide humanitaire baissaient à cette époque, ces nouveaux fonds étaient appréciés de la société civile et d'autres experts de développement. Ils pouvaient ainsi continuer de mettre en œuvre conjointement des programmes de développement sur le long terme, offrant ainsi une passerelle entre les programmes à court terme et les programmes à plus long terme⁶².

De même en Ouganda, les programmes FFU se sont concentrés sur l'importante population de réfugiés au nord, en fournissant des services de base tels que EAH⁶³ et éducation, en partie pour apaiser les tensions entre les populations locales et les réfugiés. Seulement 5,8% du financement FFU actuel en Ouganda sont alloués à la gestion de la migration⁶⁴. L'UE a également été capable de poursuivre des projets mis sur pied par des leaders communautaires, tels que Action For Fundamental Change and Development (AFFCAD), qui soutiennent les jeunes vivant dans les bidonvilles de Kampala, en fournissant des opportunités de stages, des activités de renforcement des compétences et des formations professionnelles pour leur permettre d'intégrer le marché du travail.

Les pays moins politiquement soumis aux intérêts migratoires de l'UE, tels que l'Ouganda et le Burkina Faso, ont plus de marge de manœuvre au niveau technique pour allouer les fonds en soutien aux efforts en faveur du développement humain.

Conclusion

Lorsque l'APD est allouée via des mécanismes qui mettent la priorité sur la gestion de la migration et la sécurité, tels que le FFU et l'Alliance Sahel, tant la répartition géographique que l'orientation thématique de l'aide sont touchées. Les fonds ciblent des régions et des pays politiquement stratégiques en mettant l'accent sur le contrôle de la migration, au détriment des régions et des secteurs qui enregistrent les plus grands besoins en termes de développement humain.

Dans les pays qui ne sont pas prioritaires en matière de sécurité et de migration pour les donateurs (ex : Ouganda, Burkina Faso), les fonds tendent à être plus en cohérence avec les priorités des pays. Pour les pays prioritaires en matière de migration pour l'UE, l'accent est de plus en plus mis sur la gestion de la migration, et manque l'occasion de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté.

Lorsque les intérêts des donateurs passent avant les priorités des pays dans les politiques de développement,

cela affecte leur potentiel d'efficacité. Le nexus sécurité-développement vise à fusionner sécurité, action humanitaire et aide au développement, mais il risque de brouiller les lignes entre ces actions en créant des tensions pour les acteurs de l'humanitaire et du développement qui peuvent parfois risquer d'être associés aux forces armées.

La politisation de l'aide par les donateurs qui promeuvent le développement comme un moyen de résoudre la migration et l'insécurité sape, dans le meilleur des cas, les priorités de l'UE en matière de développement. Dans le pire des cas, ces tendances de développement perpétuent non seulement la pauvreté et l'instabilité qui poussent les gens à quitter leur communauté, mais elles mettent également en danger ceux qui les mettent en œuvre et les populations locales.

NOTES DE BAS DE PAGE

1. Commission européenne, printemps 2015. Eurobaromètre standard 83. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2uFw8C6>.
2. ASM 2017, Détournement de Fonds ? L'aide européenne pour freiner la migration. Disponible en ligne : <https://bit.ly/37DIVf>.
3. L'UE n'a pas une définition officielle de ce qui constitue les « causes profondes » de la migration. Dans un discours prononcé en septembre 2017, Federica Mogherini (Vice-présidente de la Commission et Haute-représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité) a énuméré ces causes : « pauvreté, changement climatique, manque d'espaces démocratiques, violations des droits humains, possibilités de vie ». Source : EEAS, 2017. Discours de la HR/VP Federica Mogherini à la session plénière du Parlement européen sur les récents développements en matière de migration. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/331gZaG>.
4. « La réponse budgétaire à la situation des réfugiés et de la migration irrégulière de 2015-2016 a conduit à une reconfiguration du paysage du financement européen, notamment avec la mise en place de nouvelles solutions et outils de financement, tels que les Fonds fiduciaires, la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie ou le Plan d'investissement extérieur, afin de mobiliser des fonds au-delà des limites du budget. Sur le plan extérieur, l'UE a débloqué un total de 6,2 milliards d'euros pour faire face à la « crise des réfugiés » en 2015 et 2016 (Knoll et Sherriff 2017 : 224). En outre, le Fonds d'asile, de migration et d'intégration a plus que doublé (+123%), le financement des agences décentralisées a augmenté de 86% et l'aide d'urgence de près de 500% (Commission européenne 2018a : 4). Source : ECDPM, 2019. Discussion Paper No. 250: Migration and the next EU long-term budget: key choices for external action. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/36i7SnR>.
5. Élysée, 2017. Discours Du Président De La République À L'ouverture De La Conférence Des Ambassadeurs. Disponible en ligne : <https://bit.ly/2pp5pr9>.
6. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France, Février 2018. CICIP : Une nouvelle ambition pour la politique de développement. Disponible en ligne : <https://bit.ly/2rbclmL>.
7. République Française, 2019. Déclaration d'Édouard Philippe sur la politique migratoire. Disponible en ligne : <https://bit.ly/36j10qv>.
8. Commission européenne, 2019. Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique. Verbatim original : "address the root causes of destabilisation, forced displacement and irregular migration by promoting economic and employment opportunities, as well as combating smuggling of migrants and trafficking in human beings". Disponible en ligne [en anglais] : <http://bit.ly/1NwTIU6>.
9. Au 23 octobre 2019 : 3'149'340'630 d'euros des fonds du FFU provenaient du FED, 352'500'000 de l'ICD, 372'045'301 de l'IEV (total FED, ICD, IEV = 3'873'888'931 d'euros, soit approximativement 3,9 milliards d'euros). Le montant total promis au FFU s'élève pour l'instant à 4,6 milliards d'euros. Données tirées du site Internet du FFU : State of Play and Financial Resources. Page consultée le 22 Octobre 2019. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2WqDjhj>.
10. La majorité du financement du FFU provient du FED. Source : Commission européenne, 2019. FFU : State of Play and Financial Resources. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/31U85dH>.
11. Mokoro, DIA, et Geotests, janvier 2017. Evaluation of the 11th European Development Fund. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2SmZy06>.
12. France, Allemagne, Union européenne, Banque mondiale, PNUD, Banque africaine de développement, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Luxembourg, Danemark, Pays-Bas. Depuis le sommet du G7 à Biarritz en 2019, tous les membres du G7 sont soit membres soit observateurs au sein de l'Alliance.
13. Interview avec un représentant du gouvernement français en charge du Sahel, janvier 2018.
14. CONCORD, September 2019. Recommendations on the NDICI migration spending target. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/36vkEj1>.
15. Joint CSO letter, 2019. Open Letter to Members of the European Parliament The EU peace project is under threat. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2MXDIOZ>.
16. Ibid.
17. Conseil de l'Union européenne, 2018. Directives de négociation en vue d'un accord de partenariat entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les pays du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part. Disponible en ligne : <https://bit.ly/3aXNNWv>.
18. Groupe ACP, mai 2018. Mandat de négociation ACP sur un accord de partenariat Post-Cotonou avec l'Union européenne. Disponible en ligne : <https://bit.ly/2RZxPCn>.
19. Éthiopie, Érythrée, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Somalie, Soudan, Ghana, Côte d'Ivoire, Algérie, Maroc, Tunisie, Afghanistan, Bangladesh et Pakistan.
20. Commission européenne, 2016. Communication de la Commission européenne au Parlement européen, au Conseil et à la Banque européenne d'investissement. Disponible en ligne : <https://bit.ly/3193cOX>.
21. Commission européenne, 2019. Legislative Train: Towards a New Migration Policy. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/32YSPgF>.
22. L'UE définit le pays d'origine comme le « pays qui est la source des flux migratoires et dont le migrant peut avoir la nationalité » et le pays de transit comme un « pays habituellement traversé par les flux migratoires (légaux ou irréguliers). Le(s) pays à travers lequels un migrant passe pour entrer dans un pays de destination depuis son pays d'origine ». Source : Commission européenne, 2019. Migration et Affaires intérieures. Glossaire. Disponible en ligne : <https://bit.ly/2GAGPss>.
23. Commission européenne, 2019. Politique européenne de développement. Verbatim original : "EU development policy seeks to foster the sustainable development of developing countries, with the primary aim of eradicating poverty". Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2WoU7PK>.
24. Commission européenne, 2019. Consensus européen pour le développement. Verbatim original : "Poverty eradication remains the primary objective of development policy under the new Consensus". Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/32ZzUm6>.
25. Info Migrants, 2019. Frontex: Drop in migrant arrivals to Europe. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2PvWXRK>.
26. Les fonds FFU affectés à la gestion des flux migratoires sont passés de 277,6 millions d'euros en 2016 à 546,5 millions en 2017 et 1'107,33 millions en 2018.
27. Un montant de 659,2 millions d'euros a été approuvé pour l'Afrique du Nord sur une enveloppe globale de 4'018,5 millions affectée au FFU. Données consultées le 23 octobre 2019. Source : Commission européenne, 2019. FFU : État des lieux et ressources financières. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/31U85dH>.
28. Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Tunisie.
29. L'UE définit la Gestion des flux migratoires de la manière suivante : « en renforçant les institutions mandatées pour gérer les flux migratoires, nous visons à aider les pays partenaires à élaborer des stratégies nationales et régionales de gestion de la migration en cohérence avec les normes internationales, à améliorer les moyens de prévenir la migration irrégulière et de lutter contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, à faciliter le retour et la réinsertion dignes et durables, à trouver des solutions à long terme pour les personnes nécessitant une protection internationale, à promouvoir la mobilité et la migration légale, et à renforcer les synergies entre migration et développement » (verbatim original : "strengthening institutions mandated to manage migration, we aim to support partner countries in developing national and regional strategies on migration management in line with international standards, to improve capacities to prevent irregular migration and fight against trafficking in human beings and migrant smuggling, to facilitate sustainable and dignified return and reintegration, to seek durable solutions for people in need of international protection, to promote legal migration and mobility, and to enhance synergies between migration and development."). Source : Commission européenne, 2019. FFU, Migration Management: What is our objective. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/36gLivL>.
30. Banque mondiale, 2019. RNB par habitant (\$ PPA internationaux courants). Disponible en ligne : <https://bit.ly/2S47YJo>.
31. À ce jour, la Libye a reçu 328 millions d'euros de fonds FFU. Commission européenne, 2019. Site Internet du Fonds fiduciaire de l'UE, profil pays de la Libye. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2Cb0YDi>.
32. Commission européenne, 2019. EUTF: About. Verbatim original : "vulnerable and marginalised population groups at the forefront". Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2PveysY>.
33. Oxfam, 2017. Une urgence pour qui ? Le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique: routes migratoires et aide au développement en Afrique. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/34dtCIP>. Résumé en français disponible : <https://go.aws/2U6XzPL>.
34. Development Initiatives, 2016. Sarah Delrymple. New aid rules allow for the inclusion of a wider set of peace and security activities. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2q434BU>.
35. Ibid.
36. Interviews avec des ONG internationales au Burkina Faso en novembre 2018.
37. Ibid.
38. Ibid.

39. Programme d'urgence pour le Sahel ou PUS. Ce programme agit dans la région septentrionale du Burkina Faso appelée Sahel, mais à ne pas confondre avec la grande région du Sahel (qui s'étend sur cinq pays différents).
40. Development Initiatives, 2016. Sarah Delrymple. New aid rules allow for the inclusion of a wider set of peace and security activities. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2q434BU>.
41. Interview avec des représentants du gouvernement, de la société civile et des agences de développement au Burkina Faso, en novembre 2018.
42. BBC, février 2019 : 1'135 écoles fermées en raison du « terrorisme » au Burkina. Disponible en ligne : <https://bbc.in/2C8Ad1Z>.
43. AllAfrica, Septembre 2019. Burkina Faso : Analyse budgétaire 2010-2019 - Des dépenses de sécurité et de défense en hausse. Disponible en ligne : <https://bit.ly/34uEs4o>.
44. Les dépenses militaires ont augmenté de 8% en 2018, et de 20% dans la loi de finances de 2019. Interviews avec des parlementaires membres de la commission de Défense au Burkina Faso, en novembre 2018.
45. Le guichet géographique du FFU pour le Sahel comprend 12 pays : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad.
46. De 162,5 millions d'euros sur 1'263,4 millions en 2017 à 382,53 millions d'euros sur 1'721,1 millions en 2018. Rapport annuel 2017, page 15, disponible en ligne : <https://bit.ly/36FG8Zk>. Rapport annuel 2018, page 14, disponible en ligne : <https://bit.ly/2u1XeDI>
47. ASM 2017, Détournement de Fonds ? L'aide européenne pour freiner la migration, page 14. Disponible en ligne : <https://bit.ly/37DiVIF>.
48. Fonds monétaire international, 2016. Les services du FMI concluent une mission au Niger. Disponible en ligne : <https://bit.ly/2vxkQjO>.
49. ASM 2017, Détournement de Fonds ? L'aide européenne pour freiner la migration, page 14. Disponible en ligne : <https://bit.ly/37DiVIF>.
50. Ibid.
51. Le Monde Diplomatique, 2019. Les migrants dans la nasse d'Agadez. Disponible en ligne : <https://bit.ly/31WE1hp>.
52. Le Monde, Juin 2018. Au Sahara, voyager devient un crime. Disponible en ligne : <https://bit.ly/2oGHRXY>.
53. Ibid.
54. Ibid.
55. Clingendael Institute, janvier 2018. Why securitising the Sahel will not stop migration. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2WKYg0v>.
56. Le Monde Diplomatique, 2019. Les migrants dans la nasse d'Agadez. Disponible en ligne : <https://bit.ly/31WE1hp>.
57. Clingendael Institute, janvier 2018. Why securitising the Sahel will not stop migration. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2WKYg0v>.
58. MSF, septembre 2019. Migrants stuck in Niger desert without food and water. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2PKcCNb>.
59. Clingendael Institute, January 2018. Page 4. Why securitising the Sahel will not stop migration. Verbatim original : The region of Agadez is an obvious case in point where the implementation of migration-mitigating policies has already resulted in more insecurity in the region. Migrants are the first and most obvious victims of this insecurity. Their stay in Agadez and their journeys through the desert have become more clandestine, more expensive, and more prone to human rights violations and hardship. Insecurity also extends to the Agadez population on account that many armed young men have taken to banditry to answer their immediate economic needs". Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2WKYg0v>.
60. Commission européenne, 2019. FFU : Burkina Faso. Disponible en ligne : <https://bit.ly/349YZe4>.
61. Union européenne, 2013. Union Européenne - Burkina Faso Programme indicatif national 2014-2020. Disponible en ligne : <https://bit.ly/311Varh>.
62. Interviews avec les organisations de la société civile au Burkina Faso, en novembre 2018.
63. EAH signifie : eau, assainissement et hygiène et est un défi clé de santé publique au niveau mondial traité par l'ODD 6.
64. Commission européenne, 2019. FFU : Ouganda. Disponible en ligne [en anglais] : <https://bit.ly/2MY7C5I>.



Date de publication: Novembre 2019

Ce dossier a été rédigé par Action Santé Mondiale : Chantelle Boduel, Margot Jaymond, Bruno Rivalan et Fanny Voitzwinkler.

Contact: info@ghadvocates.org